



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 17 février – 23 février 2023

En bref

En janvier 2023, les envois de fonds au Mexique se sont modérés en rythme mensuel, selon les données publiées par la Banque centrale du Mexique (Banxico). Ces transferts, qui **représentent l'une des principales** sources de devises étrangères du pays ont atteint 4,4 Mds USD, contre 5,3 Mds USD en décembre dernier, soit une baisse de 20 % g.m. **D'après le directeur des statistiques économiques au Centre d'Études Monétaires Latino-Américaine (CEMLA)**, cette modération mensuelle serait due notamment à un effet saisonnier, **mais également à l'appréciation de 7,5 % du peso face au billet vert** ce mois de janvier. Il a cependant averti que ce ralentissement pourrait se poursuivre ces prochains mois, en raison des chiffres affaiblis **de l'emploi des travailleurs migrants mexicains aux Etats-Unis.**

LE CHIFFRE À
RETENIR

4,4 MDS USD

Montant des envois de fonds
perçus par le Mexique au mois de
janvier 2023, selon Banxico.

Zoom sur

La Banque centrale du Guatemala (Banguat) a **réhaussé son taux d'intérêt directeur** de 25 points de base (pdb), pour le porter à 4,5 %. Cette mesure intervient dans un **contexte d'accélération persistante de l'inflation**, laquelle atteignait 9,7 % g.a. fin janvier 2023 (contre 9,2 % g.a. fin 2022 et 3,1 % g.a. fin 2021). **Il s'agit de la seconde** hausse du taux de référence de Banguat en 2023, la dernière augmentation de 50 pdb ayant eu lieu le 20 janvier dernier. Pour rappel, **en 2022, l'institution avait relevé** son taux directeur de 1,75 à 3,75 % (+200 points de base), en cinq mouvements.

Mexique

1. ECONOMIE

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'économie mexicaine a connu une croissance de 3,1 % du PIB en 2022 (contre 3 % dans les précédentes estimations). Les activités secondaires connaissent le plus fort rebond, avec une croissance annuelle de 3,3 %. Les services, qui contribuent à 60 % du PIB, ont progressé de 2,8 %, et les activités primaires de 2,6 %. Pour 2023, le consensus de marché table sur une croissance économique de 1,1 %, selon la dernière enquête de la banque Citibanamex, bien en-deçà de la prévision du gouvernement (3 %), et de celle de la Banque centrale (1,6 %, cf. *infra*).

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a manifesté son inquiétude vis-à-vis de la **composante de base de l'inflation**, dont la trajectoire **n'est pas** encore orientée à la baisse, et de **l'environnement des prix** qui demeure complexe et incertain. Compte tenu du processus de désinflation plus lent que prévu, les **prévisions d'inflation globale et d'inflation sous-jacente** ont été ajustées à la hausse par Banxico pour l'année 2023, passant de de 5,5 à 6,1 % en moyenne pour l'inflation globale et de 5,8 à 6,7 % pour l'inflation sous-jacente. Concernant les ajustements du taux directeur, une prochaine hausse de 25 points de base serait attendue lors de la réunion de politique monétaire du mois de mars.

Banxico a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique pour 2023 et 2024. L'estimation centrale de l'institution s'établit à 1,6 % pour 2023 (contre 2,1 % précédemment), et 1,8 % pour 2024 (contre 2,4 %). Cette révision est justifiée par : (i) le ralentissement plus lent que prévu de l'inflation ; et (ii) la détérioration des prévisions de croissance de l'économie étatsunienne, et en particulier de son activité industrielle, ce qui devrait peser négativement sur la demande extérieure du Mexique. **L'institution a mis en avant d'autres facteurs** qui pourraient détériorer les performances

économiques nationales, dont : (i) des épisodes de volatilités sur les marchés financiers internationaux, qui affecteraient les flux d'investissements ; (ii) des perturbations plus importantes des chaînes d'approvisionnement ; (iii) des dépenses d'investissement insuffisantes ; et (iv) la survenue d'événements climatiques extrêmes (ouragans, vagues de chaleur etc.).

Au cours du mois de janvier 2023, les exportations mexicaines ont enregistré une croissance de 25,6 % g.a., **selon l'INEGI**. Les exportations non pétrolières, qui représentent **94 % des expéditions à l'étranger**, ont augmenté de 27 %, tirées par le dynamisme du secteur manufacturier, en particulier du secteur automobile, qui a enregistré une croissance annuelle de 65 %. Par ailleurs, les exportations de pétrole ont progressé de 8,9 % en g.a.

Selon le vice-gouverneur de Banxico Jonathan Health, le faible taux de pénétration bancaire au Mexique inciterait à de plus importantes actions de politique monétaire. **D'après ce dernier, le taux d'intérêt directeur de Banxico finirait l'année dans une fourchette de 11,25 à 11,75 %**. Le Mexique ayant une moindre pénétration bancaire, par rapport aux pays avancés mais également par rapport aux pays émergents, les canaux de transmission de la politique monétaire qui opèrent via le système financier seraient moins efficaces. Pour les mêmes raisons, le canal de transmission des anticipations serait plus important, justifiant de plus amples mesures de politique monétaires. Le sous-gouverneur a **estimé que l'inflation globale et sous-jacente seraient légèrement inférieure à 5 % à la fin de l'année**. En ce qui concerne la force du peso, Jonathan Health a déclaré qu'elle serait due à des facteurs à la fois structurels (*flux annuel de 60 Mds USD de transferts de fonds ; excédent touristique important ; entrées nettes d'IDE liées au nearshoring ; diminution des avoirs étrangers de la dette publique ; position budgétaire conservatrice ; l'une des monnaie les plus échangées parmi les monnaies émergentes*) mais également conjoncturels (*faiblesse du billet vert, contribuant à la force du peso mexicain*).

Selon l'INEGI, le taux de chômage a diminué en janvier 2023 pour s'établir à 2,9 %, soit le taux le plus bas depuis 2005. L'enquête nationale sur la

profession et l'emploi révèle qu'en janvier 58,36 M de personnes ont été déclarées employées, soit une augmentation de 5,1 % par rapport à janvier 2022. L'enquête révèle également une augmentation de la population économiquement active de 4,3 % g.a. Par ailleurs, les données de l'INEGI montrent une augmentation du taux de sous-occupation à 7,8 %, faisant référence aux personnes qui, bien qu'ayant un emploi, peuvent offrir plus de temps de temps de travail. Enfin, en ce qui concerne l'informalité du travail, celle-ci atteint 55 % en janvier 2023 (contre 55,9 % en décembre 2022).

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2019, le gouvernement fédéral s'est davantage endetté qu'il n'a dépensé en investissement physique. Alors que cette année-là, la différence entre les dépenses d'investissement et les besoins de financement du secteur public n'était que de 280 M USD, elle atteint 3,6 Mds USD en 2022. Le Mexique serait ainsi passé d'un récit d'austérité à une réalité de laxisme budgétaire. En 2022, le gouvernement fédéral a contracté une dette d'un montant historique (à hauteur de 4,4 % du PIB). Si l'investissement physique a connu une croissance significative l'an dernier (+25 % g.a par rapport à 2021), cela serait principalement dû aux ressources allouées aux projets phares de l'administration AMLO, dont le Train Maya et la raffinerie de *Dos Bocas*. En écartant ces deux projets, l'investissement physique n'a atteint que 33,6 Mds USD (contre 55 Mds USD sinon).

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le secteur privé mexicain célèbre l'accord conclu entre le gouvernement fédéral et l'entreprise américaine Tesla pour l'installation d'une usine de voitures électriques dans le Nuevo Leon, avec un investissement total de 5 Mds USD. Francisco Cervantes, président du Conseil de coordination des entreprises, s'est réjoui que l'entreprise dirigée par Elon Musk ait pris la décision de s'installer dans le nord du pays. Il espère par ailleurs que l'investissement concernera également d'autres Etats du pays,

notamment ceux de la région sud/sud-est. De manière générale, cet investissement dans un secteur à forte valeur ajoutée ouvre la possibilité aux petites et moyennes entreprises locales de rejoindre la chaîne logistique, ce qui serait porteur de nouvelles possibilités de marché pour celles-ci.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE) a informé la Bourse Mexicaine (BMV) d'une perte de 2,2 Mds USD au cours de l'exercice 2022. Avec cette annonce, l'entreprise dirigée par Manuel Bartlett affiche trois années consécutives de pertes financières. Ces résultats négatifs seraient dus à des pertes d'exploitation et à des charges financières plus élevées. La CFE a fait valoir qu'en raison du conflit russo-ukrainien, et des pénuries d'approvisionnement en carburant, les prix ont augmenté de manière généralisée en 2022, entraînant une hausse de 1,7 Mds USD des coûts de carburant.

Petroleos Mexicanos (Pemex) a enregistré des bénéfices de 1,3 Mds USD en 2022. Ces résultats positifs proviennent d'un environnement favorable des prix de l'or noir. Le brut mexicain a atteint une moyenne de 105,95 USD le baril en juin, alors que la moyenne annuelle se situait autour de 89,35 USD par baril. Selon Octavio Romero Oropeza, dirigeant de l'entreprise, la future entrée en service de la raffinerie *Olmecca*, située à *Dos Bocas*, et la réhabilitation des usines de cokéfaction de Tula et Salina Cruz accroîtraient l'approvisionnement en combustible de Pemex et atténuerait la dépendance à l'importation à moyen terme.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 02/03
Bourse (IPC)	-3,54%	0,57 %	53473,46 points
Change MXN/USD	-1,36%	-12,15%	18,11
Change MXN/EUR	-1,39%	-16,20%	19,20
Prix du baril mexicain	2,45%	-30,04%	68,26

Amérique centrale

Région CA-4

En janvier 2023, l'inflation s'est accélérée au Guatemala mais a ralenti au Salvador et au Honduras selon les données des banques centrales nationales.

	Taux d'inflation interannuel	
	Décembre 2022	Janvier 2023
El Salvador	7,32 %	7 %
Guatemala	9,24 %	9,69 %
Honduras	9,8 %	8,93 %

1. GUATEMALA

Hausse du taux directeur de 25 points de base, de 4,25 % à 4,5 %. Cette mesure intervient alors que l'inflation poursuit son accélération, avec un taux interannuel s'établissant à 9,7 % fin janvier 2023. L'année 2022 avait clôturé avec un taux d'inflation interannuel à 9,2 %, contre 3,1 % fin 2021. C'est la deuxième fois cette année que *Banguat* relève son taux de référence, la dernière augmentation de 50 points de base (pdb) ayant eu lieu le 20 janvier dernier. En 2022, l'institution avait relevé ce taux directeur de 1,75 % à 3,75 % (+200 points de base), en cinq mouvements.

Après un mois de février sans subvention pour le gaz propane, le gouvernement guatémaltèque a finalement décidé de les remettre en place pour trois mois, de mars à mai 2023. Les députés ont voté en faveur d'une augmentation de budget de 19,2 M USD pour financer cette subvention, qui serait identique à celle en vigueur de novembre 2021 à janvier 2023, soit de 8 à 28 GTQ par bombonne de gaz en fonction de sa taille.

Le gouvernement a présenté au Congrès une nouvelle proposition de loi sur la concurrence. Ce projet de loi prévoit la création d'une *Direction de la Concurrence* sous tutelle du Ministère de l'Économie, chargée de promouvoir la libre concurrence et de détecter et sanctionner les pratiques anti-concurrentielles. Cette proposition de loi a été vivement critiquée pour les multiples exceptions au respect de la libre concurrence qu'elle contient. En particulier, des pratiques monopolistiques ne seront pas sanctionnées si l'entreprise prouve que ces dernières sont finalement plus efficaces d'un point de vue économique et qu'elles sont au bénéfice du consommateur final. De plus, de nombreux secteurs sont exclus du champ de la loi.

La Municipalité de Guatemala lance la phase pilote du plan de mobilité urbaine *TuBus* en achetant les premiers 69 bus, pour un total de 24,84 M USD. Le projet *TuBus*, porté par la Municipalité, prévoit la création de 110 lignes de bus dans la capitale pour compléter le réseau des bus *Transmetro*, dont les lignes se situent exclusivement sur les grandes artères de la ville. La phase pilote de *TuBus*, qui consiste en la mise en service des quatre premières lignes où circuleront 69 bus, est financée entièrement par la Municipalité et est réalisée dans le but d'attirer les investissements privés pour financer le reste du projet, dont le coût total est estimé à 1,1 Mds USD (flotte de 3 000 bus au total). Bien que les 69 premiers bus ne soient pas électriques, il n'est pas précisé pour le moment si les prochains le seront. L'entreprise ayant remporté ce premier appel d'offre pour la phase pilote est *Arrendamiento Mercantil S.A (AMSA)*, d'origine chilienne.

2. EL SALVADOR

Les réserves internationales du Salvador ont chuté en 2022, ne représentant plus que 1,9 mois **d'importation de biens et services à la fin 2022** contre 2,7 en 2021, sous le seuil des trois mois recommandés par les institutions internationales. Cette situation est imputable **d'une part** à une baisse des réserves internationales en 2022, de 3,34 à 2,44 Mds USD entre 2021 et fin 2022, **et d'autre part** à la hausse de la facture des importations, qui atteint 17,1 Mds en 2022 contre 14,6 Mds USD en 2021. Cette situation expose le gouvernement à des risques de défaut de paiement du service de la dette extérieure et à une crise de la balance des paiements, qui l'obligerait à réduire le montant de ses importations. Cependant, les dernières données pour janvier 2023 suggèrent une légère amélioration de cette situation, avec des réserves représentant 2,1 mois d'importations (2,73 Mds USD de réserves et 1,3 Md d'importations en janvier).

Le barrage hydroélectrique *El Chaparral* a réalisé **sa première injection d'électricité**. Accumulant des années de retard, sa construction ayant commencé en 2008 et son remplissage en octobre 2022, ce projet a enregistré un surcoût de 552 M USD (207,8 M USD prévus initialement contre 759 M USD décaissés *in fine*). En décembre 2020, l'entreprise publique CEL (*Comisión Ejecutiva Hidroeléctrica del Río Lempa*), propriétaire de l'infrastructure, avait sélectionné Rodio Swissboring El Salvador (filiale locale de l'entreprise française Soletanche Bachy) pour la construction d'une digue sur le bord droit du barrage et pour des travaux d'imperméabilisation. Ces travaux se sont achevés en juin 2022. D'une capacité de 67 MW, ce barrage devient ainsi le 4^{ème} plus grand ouvrage hydroélectrique du pays, derrière les barrages *15 de Septiembre* (180 MW), *5 de Noviembre* (180 MW) et *Cerron Grande* (173 MW).

AES El Salvador, filiale de l'entreprise américaine *AES Corporation* et plus grand distributeur

d'électricité du pays, a annoncé un plan d'investissement de 217 M USD entre 2023 et 2027. AES El Salvador dessert près de 80 % des clients du pays. Ces investissements seront dirigés vers l'extension et l'amélioration du réseau (électrification rurale, construction de lignes souterraines dans les zones historiques et touristiques, mise en place de dispositifs de maintenance prédictive, etc.) et sa digitalisation. En outre, il est prévu une conversion du parc automobile de l'entreprise en véhicules électriques. Pour la seule année 2023, il est prévu un investissement de 52 M USD.

3. HONDURAS

L'entreprise publique d'électricité, l'ENEE, a annoncé un investissement de 77,5 M USD pour la construction et l'agrandissement de 15 sous-stations électriques au nord et au centre du pays. L'entreprise hondurienne *Equipos Industriales* et l'espagnole *Elecnor* ont été sélectionnées suite à un appel d'offre pour construire ces sous-stations. La BID apportera son soutien financier à ce projet via un prêt dont le montant n'a pour le moment pas été divulgué.

4. NICARAGUA

Le déficit commercial se creuse de 892,9 M USD **sur l'année 2022**, atteignant 2,39 Mds USD, soit 15 % du PIB. Selon la Banque centrale, les exportations et importations de biens et services ont atteint respectivement 7,73 Mds USD et 10,12 Mds USD en 2022. L'augmentation de 11,2 % des exportations en 2022 n'a pas été suffisante pour contrebalancer la hausse de 21 % des importations en valeur, tirée par l'augmentation des prix mondiaux de l'énergie. Depuis 2019 où il s'élevait à 618,9 M USD, le déficit commercial du Nicaragua se creuse chaque année davantage.

Hausse de 10 % du salaire minimum à partir du 1^{er} mars 2023. En fonction des neuf secteurs de l'économie identifiés pour définir ces minimas sociaux, le salaire mensuel minimum oscille désormais entre 142,25 USD (secteur agricole) et 318,33 USD (secteurs de la construction et des services financiers).

Les flux de *remesas* ont atteint 317 M USD en janvier 2023, en hausse de 63 % par rapport à janvier 2022. 80 % de ces flux provenaient des États-Unis, suivis du Costa Rica à 8 % et de l'Espagne à 7 %.

5. PANAMA

Selon l'Institut National des statistiques, l'économie panaméenne a connu une inflation globale de 2,7 % en g.a. au 31 janvier 2023. L'alimentation concentre la plus forte hausse avec une augmentation des prix de 5,3 % devant l'eau, l'électricité et le gaz. La Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes fait état d'un taux d'inflation moyen de 15,4 % en 2022 dans la région contre 12,4 % en 2021. Les économistes expliquent cette différence entre le Panama et le reste de la région par la dollarisation de l'économie et le niveau déjà élevé des prix nationaux.

Le Ministère de l'Économie et des Finances rapporte que le déficit budgétaire définitif du secteur public non financier pour 2022 est équivalent à 4,3 % du PIB (3 Mds USD). En 2022, le déficit s'est ainsi resserré, en raison d'une augmentation des recettes (+13,8 %, à 13,3 Mds USD) plus importante que la hausse des dépenses (+1,7 %, à 16,3 Mds USD).

Selon un rapport sur le marché du travail au Panama publié par le cabinet de recrutement Konzerta, le salaire moyen panaméen a augmenté de 2 % sur l'année 2022. L'Institut national du recensement et des statistiques (INEC) observe également une légère augmentation du salaire moyen (+1,2 %), avec une augmentation 4,5 fois plus importante chez les hommes (+12,50 USD par mois) que chez les femmes (+2,80 USD par mois). Dans les deux cas, la hausse du salaire moyen est inférieure à l'inflation enregistrée par l'INEC, ce qui pourrait souligner une perte de pouvoir d'achat.

Le gouvernement a annoncé la prolongation pour mars et avril 2023 de son programme « *Vale Digital Solidario* » mis en place pendant la

pandémie, lequel délivre une aide mensuelle de 120 USD à 156 000 bénéficiaires. Ce programme numérique développé à l'aide de la Banque Interaméricaine de Développement soutient désormais la consommation des plus vulnérables pour l'achat de médicaments, l'alimentation et les produits de première nécessité. Jusqu'à 1,3 million de panaméens ont pu profiter de cette aide pendant le confinement.

6. COSTA RICA

L'agence de notation *Standard & Poor's* a relevé de « B » à « B + » la note de crédit souverain (perspective stable) en s'appuyant sur les bons résultats budgétaires du pays : dette publique en baisse (63 % du PIB) et premier excédent budgétaire primaire depuis une décennie. Le communiqué souligne les efforts budgétaires déployés par le gouvernement dans la continuité des politiques d'austérité (règle budgétaire stricte) et fait suite à l'approbation d'un nouveau décaissement du Mécanisme élargi de crédit du FMI en octobre 2022. Le Ministre des Finances Nogui Acosta s'est félicité de l'amélioration de l'évaluation risque-pays, ce qu'il décrit comme un « vote de confiance pour la politique budgétaire » du pays.

Le Costa Rica a été ajouté à la liste noire de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales, faute d'avoir pu légiférer à temps pour supprimer le régime d'exonération fiscale des revenus de source étrangère. Le pays s'y était engagé auprès de l'OCDE dans le cadre d'une réforme fiscale plus vaste.

Le budget 2023 de l'éducation publique ne respecterait pas les obligations de la Constitution du pays. Il s'établit à 6 % du PIB contre les 8 % prévus par le texte fondamental. Ce niveau est inférieur en valeur absolue et en part de PIB par rapport à l'exercice 2022 (6,5 % du PIB). 70,3 % du budget de l'éducation est à destination du Ministère de l'éducation publique, 24,3 % pour les universités publiques et 4,7 % pour l'institut national d'apprentissage.

Selon l'agence en charge de la Promotion du Commerce Extérieur, les exportations de biens sont 12 % plus élevées en janvier 2023 (1,3 Mds USD) qu'en janvier 2022 et 57 % plus élevées qu'en janvier 2019, notamment grâce aux exportations d'équipements médicaux.

Caraïbes

1. CUBA

Cuba et la Biélorussie signent un protocole **d'accord dans le domaine de la santé**. Un nouveau protocole d'accord a été signé, le 27 février, entre Cuba et la Biélorussie, visant à développer la commercialisation de médicaments et de matériels médicaux à usage unique. Le document a été signé par la Vice-première Ministre cubaine de la Santé et le Directeur général de la société productrice de médicaments *Belfarmprom*, dans le cadre d'un Forum d'affaires organisé en Biélorussie. L'évènement a été également l'occasion pour les deux pays d'exprimer leur volonté de renforcer la coopération, favorisant la formation de leurs ressources humaines et stimulant la recherche et la production dans différents domaines de la santé.

Ouverture du XXIIIème Festival del Habano Le vingt-troisième Festival del Habano a été inauguré le lundi 27 février. Cette édition, qui se tient jusqu'au 3 mars, réunira plus de 2 000 participants de 110 pays dont 260 exposants de 10 pays différents. Lors de l'inauguration, la société mixte cubano-espagnole Habanos S.A a annoncé un chiffre d'affaires de 545 MUSD en 2022. Malgré une apparente diminution par rapport au niveau de ventes en 2021 (568MUSD), les résultats de cette année représenteraient une augmentation de 2 %, à taux de change constant, par rapport à 2021. **L'Europe confirme sa position** de leader en tant que principale importatrice de cigares cubains, avec 54 % de part de marché ; l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Chine et la Suisse étant les cinq premiers pays importateurs en 2022.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Lors de son discours annuel devant l'Assemblée Nationale, le Président Luis Abinader a souligné **l'augmentation du pouvoir d'achat** des dominicains à l'aide du « *Pollo Index* ». Par analogie avec le célèbre « *Big Mac Index* » publié par le magazine *The Economist*, le « *Pollo Index* » consiste à mesurer le pouvoir d'achat du salaire minimum dominicain. Ainsi, avec le salaire minimum moyen actuel de 16 262,5 DOP (≈ 275,15 EUR) et le prix moyen d'un kilogramme de poulet (3,10 EUR/kg), un travailleur dominicain peut acheter l'équivalent de 88,8 kg de poulet. En réalisant le même calcul en 2011, avec le salaire minimum moyen de 7 583 DOP (≈ 128,39 EUR) et prix moyen d'un kilogramme de poulet (2,06 EUR/kg), un travailleur dominicain pouvait s'acheter l'équivalent de 62,3 kg de poulet. Autrement dit, avec le salaire minimum actuellement en vigueur, un travailleur dominicain peut acheter 42 % de poulet supplémentaire par rapport à 2011. Les économistes à l'origine de cet indice ont trouvé des résultats cohérents en réalisant le calcul avec le riz et les haricots.

Le dernier rapport hebdomadaire de la Direction Générale du Budget (DIGEPRES) souligne un **décollage rapide des dépenses d'investissements publics en ce début d'année 2023 avec près de 257,8 M USD** déjà dépensés entre le 1er janvier et le 17 février (date de publication du rapport). Cela représente 9,2 % du total des dépenses d'investissements publics prévues pour l'ensemble de l'année par le gouvernement central dominicain. En outre, la DIGEPRES rapporte que les dépenses évoluent plus rapidement que les recettes, entraînant une exécution budgétaire déficitaire entre le 1er janvier et le 17 février. Avec un budget total de 22,5 Mds USD, le gouvernement central dominicain prévoit de consacrer 2,8 Mds USD **pour les dépenses d'investissements cette année**, soit 12,4 % du budget total. Lors de son discours devant l'Assemblée Nationale le 27 février dernier, le Président Luis Abinader avait présenté un plan ambitieux de modernisation et de construction d'infrastructures. Parmi les

nombreux projets évoqués, on note le téléphérique de *Los Alcarizos* et le périphérique de *San Pedro de Macoris*.

3. JAMAÏQUE

Le Conseil de l'Union Européenne a retiré le 14 février 2023 la Jamaïque de la liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.

Le comité de politique monétaire de la Banque Centrale a, lors de sa réunion des 16 et 17 février, **confirmé le taux d'intérêt directeur de 7 %, mis en place depuis le 18 novembre 2022.** La Banque Centrale se félicite des résultats du resserrement de sa politique monétaire avec une inflation interannuelle qui atteindrait 8,1 % en janvier 2023, contre 9,4 % en décembre 2022. Cette amélioration est aussi la conséquence de la diminution des prix sur les céréales, les carburants et le transport des marchandises. Les projections de la banque centrale précisent que pour les deux prochaines années, l'inflation oscillerait entre 5 et 6,5 % et retournerait en décembre 2023 dans la cible de 5 % +/- 1 pp.

Selon le directeur général de l'Institut de la planification, la croissance aurait atteint 5,1 % en 2022. Le niveau de PIB pré-pandémique a ainsi été retrouvé et même dépassé. Cette performance a été tirée par le secteur de l'hôtellerie-restauration (+ 48,9 %), les services (+ 11 %), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+ 9 %) et le transport, la logistique et la communication (+ 6 %). La réouverture de la mine d'aluminium de *Jamalco* contribue à une hausse de 115 % dans ce secteur en 2022. Les prévisions de croissance pour 2023/2024 sont plus faibles avec des scénarios entre 1 % et 3 %.

4. CARAÏBES ORIENTALES

Selon le rapport du 104^{ème} conseil monétaire de la banque centrale des Caraïbes orientales, la croissance économique de l'Union monétaire des Caraïbes orientales atteindrait 8,9 % en 2022, soit une amélioration de 3,1 pp par rapport à 2021. La valeur réelle du PIB de l'union devrait retrouver son niveau pré-pandémique d'ici la fin

2023. La croissance économique est tirée par la reprise du tourisme dans la zone, malgré des difficultés de connectivité aérienne. Parallèlement à la reprise économique, la dette publique globale des pays de l'UMCO atteindrait en moyenne 78 % du PIB à la fin de 2022, contre 88 % à la fin de 2020.

5. CURACAO

Selon le Conseil de supervision financière (CFT) de Curaçao, **l'île** réduirait sa dette publique à 81 % du PIB en 2022, soit 2,2 Mds EUR, contre 103,2 % du PIB en 2021. La CFT reste critique dans son **l'évaluation du budget du gouvernement actuel,** qui mise sur un refinancement du prêt débloqué pendant la pandémie de 471 M EUR par les Pays-Bas.

6. ANTIGUA ET BARBUDA

Lors du discours du Trône, prononcé par le Gouverneur Général Rodney Williams au nom du gouvernement récemment réélu de Gaston Browne, les autorités ont mis en avant les bons résultats de **la lutte contre l'inflation à l'aide de** la réduction des taxes sur les carburants (programme du « baril à 10 USD ») et des prévisions de croissance optimistes de +7 % en 2023. Cette perspective positive est liée au développement du projet immobilier controversé « *Peace, Love and Happiness* » par des investisseurs américains (marina, 500 villas, terrains de golf sur un total de 650 hectares – 2 % de la surface de Barbuda) et la reprise du secteur **touristique avec un niveau d'arrivées équivalent à celui de 2019,** année record pour l'état insulaire.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

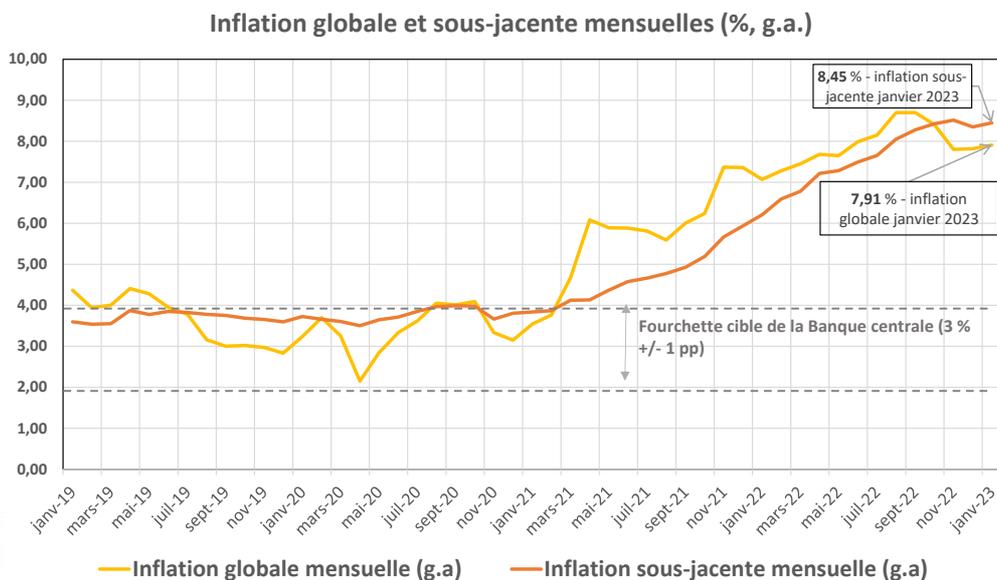
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,5 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	7 %
Panama	4,395	8	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

– Annexe Graphique – Mexique –

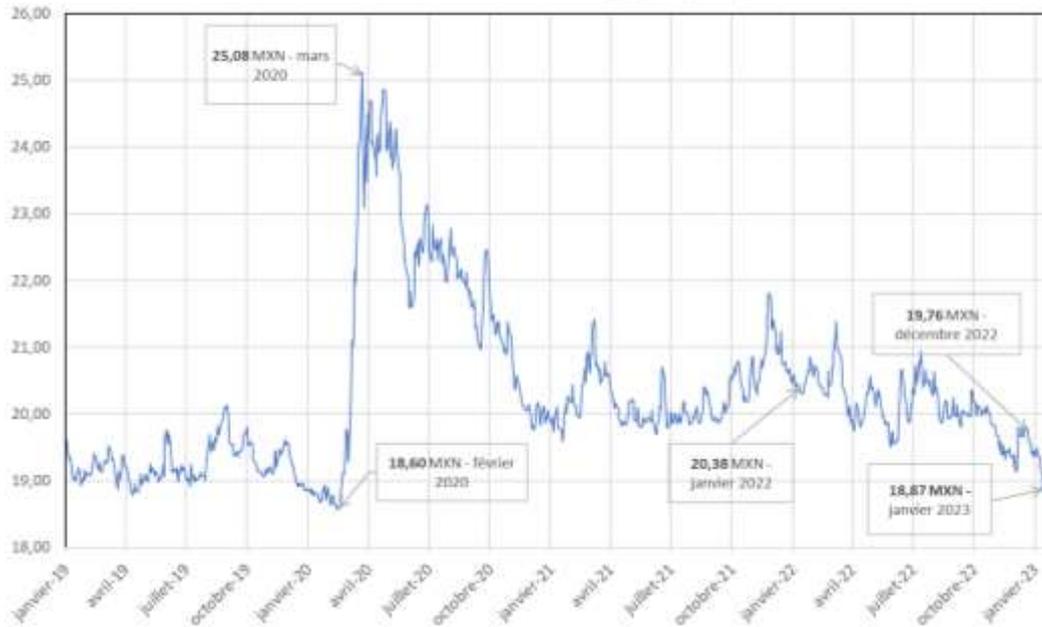


Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



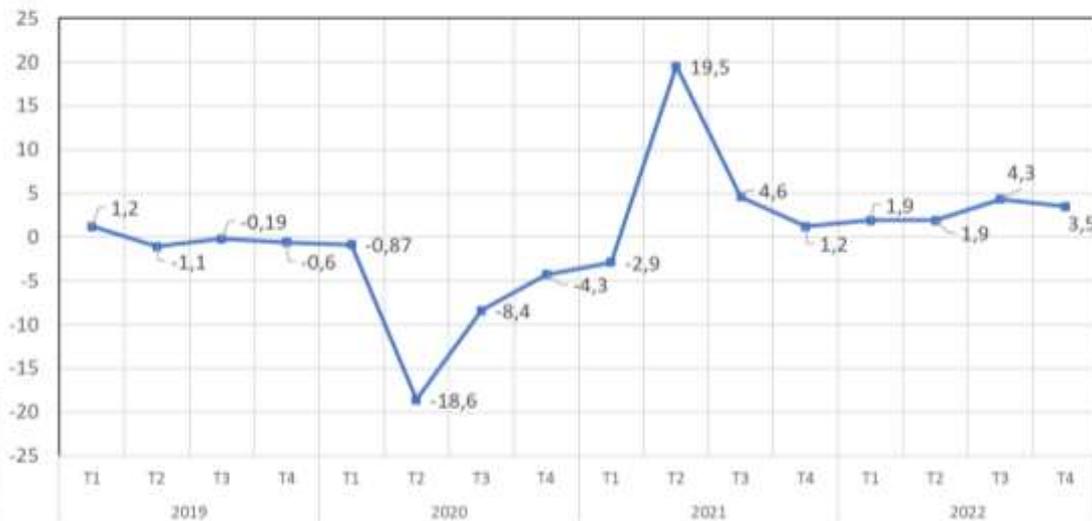
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



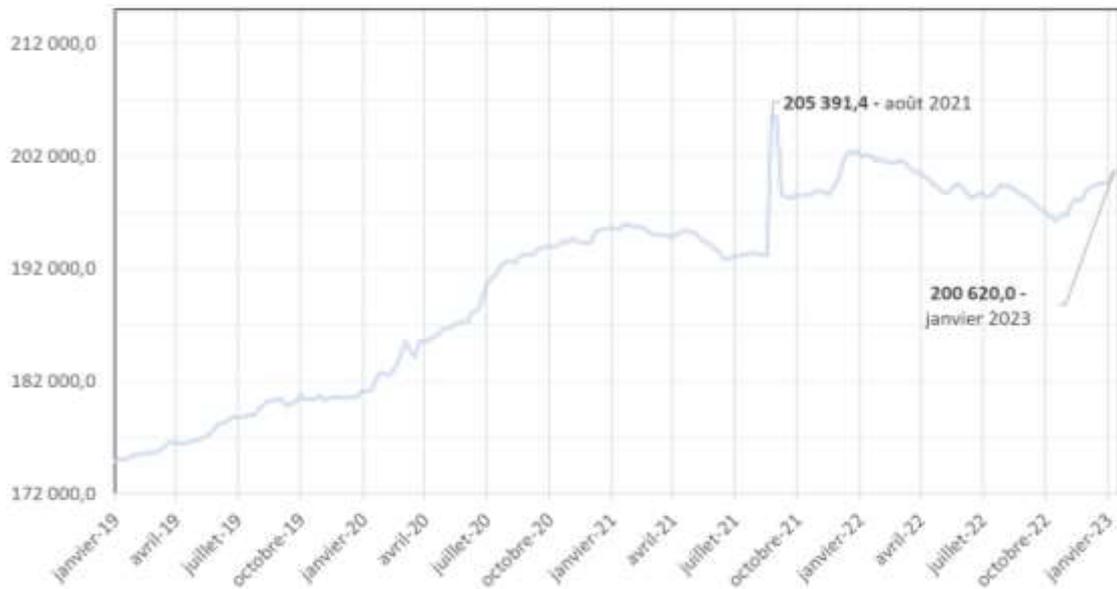
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales
(en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique